

ONU : la résolution antiblasphème du Pakistan est adoptée au nom du "dialogue interculturel"

écrit par Jules Ferry | 12 décembre 2020



L'ONU est sous l'influence grandissante de l'Organisation de la coopération islamique (OCI)

La résolution a été coparrainée par les Philippines. Elle est fondée sur la "promotion du dialogue interreligieux et interculturel". On notera le retournement du sens des mots : **la résolution prétend être sur "la promotion du dialogue interreligieux et interculturel, de la tolérance, de la compréhension et de la coopération".**

Le Pakistan persécute régulièrement les minorités (en particulier les chrétiens) sous de fausses accusations de blasphème ; dans certains cas, les cibles sont exécutées par

l'État ou par une foule musulmane. Il n'y a pas ni "dialogue" ni "tolérance" au Pakistan, ni dans aucun État adhérant à la charia.

Les Nations unies et l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sont devenues des partenaires encore plus proches qu'auparavant au cours de la dernière décennie. Il y a deux ans, aux Nations unies, les ministres des affaires étrangères de l'OCI ont adopté une déclaration exigeant le respect de l'islam. Cette dernière résolution n'est donc que le prolongement de cette déclaration.

Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a suivi ce qui est devenu une pratique mondiale consistant à présenter les musulmans comme des victimes, alors qu'un génocide de chrétiens est en cours (et en augmentation) en Afrique et dans certaines parties du Moyen-Orient, aux mains des musulmans.

L'ambassadeur pakistanais Munir Akram a dénoncé la *"diffamation et les stéréotypes négatifs des adeptes de l'une des plus grandes religions du monde – l'islam"*. Il n'a pas dit un mot sur la violence du jihad ou l'oppression de la charia.

Les pays occidentaux devraient se retirer de l'ONU, au lieu de financer massivement cette organisation, au profit de pays oppresseurs comme le Pakistan, qui financent et organisent le terrorisme.

L'Assemblée générale des Nations unies adopte une résolution parrainée par le Pakistan appelant au respect des symboles religieux sacrés

[APP](#)

NATIONS UNIES : Malgré l'opposition véhémente de l'Union européenne et d'autres pays occidentaux ainsi que de l'Inde, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté mercredi une

résolution parrainée par le Pakistan sur la **promotion du dialogue interreligieux et interculturel** qui **souligne la nécessité de respecter les symboles religieux sacrés.**

La résolution a reçu une majorité de 90 voix, aucune contre, avec 52 abstentions.

Cette année, les auteurs ont modifié la résolution pour tenir compte des nouvelles tendances, telles que les défis posés par la pandémie de coronavirus, la montée de l'intolérance religieuse, de la xénophobie, des discours de haine et la recrudescence du dénigrement des symboles religieux.

Face à la forte opposition du puissant bloc occidental, fondée principalement sur la liberté d'expression, la mission pakistanaise a travaillé dur pour rallier **l'Organisation de coopération islamique (OCI)** et d'autres pays en développement afin d'obtenir leur soutien pour l'inclusion de nouveaux éléments dans la résolution...

En présentant le projet, l'ambassadeur du Pakistan, Munir Akram, a évoqué les appels répétés du Premier ministre Imran Khan à la communauté internationale et aux Nations unies pour contrer l'islamophobie et promouvoir le respect des sensibilités religieuses.

Dans son discours à la 75e session de l'Assemblée générale, le Premier ministre avait mis en évidence les incidents d'islamophobie et autres provocations. **Il a également appelé**

les Nations Unies à déclarer une “Journée internationale de lutte contre l’islamophobie”.

L’ambassadeur Akram a également mis l’accent sur la diffamation délibérée et les stéréotypes négatifs des adeptes de l’une des plus grandes religions du monde – l’islam – qui ne font que perpétuer de dangereuses prophéties auto-réalisatrices telles que le **“choc des civilisations”**, et qui doivent être traités de toute urgence.

Après un lobbying intensif, la résolution reconnaît – pour la première fois – l’importance et le respect des symboles religieux.

À cet égard, elle souligne également que l’exercice du droit à la liberté d’expression comporte des devoirs et des responsabilités particuliers et doit donc être soumis à des restrictions légitimes.

La résolution apprécie en outre le récent **“Appel au respect mutuel”** lancé par le haut représentant de l’Alliance des civilisations des Nations unies, qui souligne que **l’insulte des religions et des symboles religieux sacrés provoque la haine et l’extrémisme violent**, ce qui conduit à la polarisation et à la fragmentation de la société.

Tout en réaffirmant que la violence ne peut et ne doit jamais être une réponse justifiable ou acceptable aux actes d’intolérance, la résolution souligne **“que cette violence ne**

doit être associée à aucune religion, nationalité, civilisation ou groupe ethnique”...

L'adoption de la résolution de mercredi par l'Assemblée générale s'inscrit dans le cadre des efforts concertés menés par le Premier ministre Imran Khan, **appelant à l'interdiction universelle de la provocation délibérée** et de l'incitation à la violence, selon les sources diplomatiques.

Elle s'inscrit également dans la campagne diplomatique du Pakistan visant à **sensibiliser à la montée de l'islamophobie, à la haine anti-musulmane, ainsi qu'à la diffamation des personnalités et des symboles religieux sacrés.**

Selon d'autres termes de la résolution, l'assemblée a réaffirmé l'engagement solennel de tous les États à remplir leurs obligations de promouvoir le respect universel et la protection de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, conformément à la Charte des Nations unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

La résolution condamne tout appel à la haine religieuse qui constitue une incitation à la violence ou à la discrimination, et souligne l'importance du dialogue interreligieux et interculturel comme outil précieux pour promouvoir la cohésion sociale, la paix et le développement dans le monde.

L'assemblée a encouragé les États membres à envisager, le cas échéant, des initiatives qui identifient des domaines d'action pratique dans tous les secteurs et à tous les

niveaux de la société pour la promotion du dialogue interreligieux et interculturel, de la tolérance, de la compréhension et de la coopération....

Le combat pour la laïcité est bien difficile.

Partout, l'islam avance.



Paris, nov. 2019 : les défenseurs de la charia crient à l'intolérance des islamophobes.

« Ceux qui bénéficient de la laïcité ne la défendent pas »

https://www.lepoint.fr/politique/ceux-qui-beneficient-de-la-la-icite-ne-la-defendent-pas-04-12-2020-2404205_20.php

ENTRETIEN (extraits). Karima Bennoune, **rapporteuse spéciale des Nations unies, raconte son combat parfois solitaire pour défendre la laïcité auprès des instances internationales.**

Le Point : Comment est comprise la laïcité dans des instances internationales comme l'ONU ?

Karima Bennoune : Il est assez rare qu'une instance de l'ONU se prononce explicitement au sujet de la laïcité, sauf de temps à autre pour la critiquer, notamment sur la question du voile. En tant que rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels à l'ONU, j'ai toujours souligné l'importance de la laïcité [traduite par « secularism » en anglais, NDLR] comme condition préalable aux droits humains.

Comment expliquer ce silence de l'ONU autour de la laïcité ?

Il me semble que le silence comme les rares critiques de la [laïcité](#) sont les résultats logiques de **campagnes mondiales** – surtout en anglais et dans le monde universitaire – contre la laïcité. Malheureusement, ces positions sont très à la mode dans certains milieux, **y compris parmi certains défenseurs des droits humains en Occident**, et surtout parmi ceux qui travaillent en anglais. Cela accroît la responsabilité des défenseurs de la [laïcité](#) qui doivent continuer à s'exprimer à haute voix, même quand cela ne semble pas convenable. Nous avons besoin d'une coalition des laïques aux Nations unies, une coalition capable de défendre ces valeurs avec vigueur.

Estimez-vous la laïcité en danger ?

Absolument et partout. Les menaces fusent de toutes parts. Politiques, populistes, religieux, universitaires... Il y a bien évidemment la menace que constituent les mouvances fondamentalistes qui sont apparues dans le sillage de toutes les grandes traditions monothéistes du monde, mais il ne faut pas négliger les ravages de [la vision woke](#) (« éveillée ») qui a engendré les thèses postmodernes ou « postcoloniales » que l'on voit fleurir partout, notamment à l'université. **De manière générale, je suis frappée par le fait que beaucoup de ceux qui**

bénéficient de la laïcité dans leur vie quotidienne ne la défendent pas.